

Canada 25 Sept 54

Le Plan de Strasbourg

Le plan français pour remplacer la C.E.D. a été formulé. Il correspond sans changement de fond aux conceptions du général de Gaulle depuis longtemps connues. Il est loin d'offrir les mêmes garanties que la C.E.D. contre une renaissance du militarisme allemand. Au cas où l'Allemagne occidentale appuyée par les Anglo-saxons voudrait augmenter la capacité de son armée, les contrôles qu'on envisage seraient facilement tournés, ce qui n'eût pas été le cas si une autorité supranationale avait eu le pouvoir de les imposer. Le plan admet implicitement la formation d'une Wehrmacht autonome avec son état-major propre et l'intégration à plus ou moins brève échéance de celle-ci dans l'O.T.A.N. Il laisse sans solution la question sarroise.

Les réticences anglaises.

Quant à la participation anglaise, il n'apparaît pas qu'on soit décidé à Londres à aller beaucoup plus loin que les garanties prévues dans les « préalables » antérieurement proposés. On voit bien ce que l'on a perdu en renonçant à une organisation européenne; il est difficile de formuler ce qu'on y a gagné. Nous disions qu'une solution de remplacement impliquerait pour la France des sacrifices et des risques beaucoup plus lourds que ceux que comportait la C.E.D. Sous la pression des Anglo-saxons M. Mendès-France semble d'ailleurs avoir été au-delà de ce qu'il s'était d'abord proposé.

Les chances de succès.

Le pire, c'est que le plan de Strasbourg a peu de chance d'être accepté; le parlement français y fera des objections et une majorité pour l'approuver n'est pas escomptable. Les Anglais n'en retiendront que ce qui cadre avec leurs intentions — qui n'ont pas varié — de ne pas s'engager sur le continent au-delà de ce que assumeront les Américains. Ils n'admettront pas en particulier un contrôle sur leurs armements surtout en matière d'aviation et d'énergie atomique. Mais surtout les Américains ne se prêteront à aucun accord qui une fois signé risquerait d'être à nouveau rejeté par l'assemblée nationale française. M. Mendès-France leur est suspect. Le ressentiment de Washington contre les politiciens français en général, ne s'est pas atténué; l'accord avec Bonn, au contraire, semble complet. A la prochaine con-

férence de Londres Foster Dulles demandera la restitution immédiate de la souveraineté allemande et le réarmement sans nouveau délai de la République fédérale dans le cadre de l'O.T.A.N. Et si tous les participants, sauf peut-être le Canada, sont décidés à passer outre aux objections françaises, la France isolée pourra-t-elle opposer un veto?

Les Soviets attendent.

M. Mendès-France compte peut-être sur une intervention soviétique pour le tirer d'embarras, mais cela n'est pas probable. Molotof attend son heure. Il ne s'emploiera à démolir que ce qui aura été péniblement édifié à coup de compromis; tant que les dissensions entre Alliés dureront, il jouira du spectacle et ce spectacle peut se prolonger. Le temps travaille à point pour les Soviets. En Indochine la confusion politique renforce la propagande Vietminh. Beaucoup d'observateurs estiment qu'avant peu l'autorité de Ho Chi Minh qui s'organise dans l'ombre se sera imposée à Saïgon. En abandonnant les charbonnages et les cimenteries du Tonkin on a laissé le Sud-Vietnam à la merci des fournitures des communistes; la reconstruction et les centrales électriques ne fonctionneront qu'avec leur bonne volonté. Au Maroc et en Tunisie le terrorisme qu'ils entretiennent, s'est à peine atténué; les grèves renaissent par intervalles. Les réformes projetées n'y changeront sans doute pas grand chose si tant est qu'elles aboutissent, car si elles satisfont nos adversaires c'est qu'il ne resteraît pas grand chose de notre autorité.

Recul du crédit moral de la France.

Mais tous ces reculs inutiles sont peut-être moins graves que la perte de crédit moral que la France subit dans le monde. On nous parle de réconciliation franco-allemande mais croit-on que le rejet de la C.E.D. n'a pas ranimé outre Rhin une méfiance latente qu'il ne sera pas facile de dissiper?

Mais c'est plus encore l'opinion américaine qui est déçue de façon profonde et durable. Elle attribue à la France un nationalisme incurable qui heurte sa sentimentalité. Le panier de crabes européen ne pourra jamais être contrôlé et les Américains sont las de prendre part à ces querelles auxquelles ils ne comprennent rien. Ils feront — sans enthousiasme — confiance à l'Allemagne qu'ils craignent un peu, mais dont ils admirent le dynamisme. Ils croient à l'efficacité de l'anti-communisme allemand et à la protection que la Wehrmacht est seule à promettre contre l'ennemi de l'Est; surtout ils sont repris par cet instinct irréflecti, mais vivace d'anticolonialisme. L'appui que Washington nous donnait à contre-cœur en Indochine et en Afrique du Nord était très mal accepté aux Etats-Unis. Il gênait leur lutte contre l'idéologie communiste, dont l'octroi de la liberté aux peuples qui y aspirent est le dogme fondamental. Isolée politiquement la France le sera plus encore moralement et ceci est plus grave que cela.

Politique inviable.

Nous ne faisons pas ici à M. Mendès-France une opposition systématique et partisane. Il présente un jeu sur l'échiquier international qui ne manque ni de cohérence ni d'habileté. Il nous rappelle feu Pierre Laval et ses vœux après 1935 et après 1940. Toute politique peut se défendre et réussir à condition que l'on ait de bonnes chances de pouvoir la mener à son terme. Qui peut dire sans hésiter que la politique n'aurait pas été plus provisoire n'aurait pas été plus profitable en fin de compte que celle qui fut suivie. Si toutefois on fait bon marché de toute considération morale. Mais le renversement de la politique française du printemps 1954, n'est pas plus viable que celle qui fut tentée en 1937 et en 1940. Elle ne peut qu'échouer après que la France en aura supporté tous les désavantages comme ce fut le cas alors. Si nous attendons pour faire l'Europe que nous soyons en état d'y figurer en bonne posture économique, comme c'est la pensée du Président du Conseil, nous n'y parviendrons jamais parce qu'il faudrait adopter des mesures inconcevables dans l'état et les habitudes des Français. Il y a une mystique de l'Europe que la C.E.D., à tort ou à raison, représentait, comme il y avait une mystique de l'antifascisme comme il y en a une de l'anti-communisme aux Etats-Unis. Il faudrait être bien puissants pour aller à l'encontre de ces mystiques là. La politique est l'art du possible et celle-là ne l'est pas.

La préparation de l'U.R.S.S. à la guerre polaire.

Il y a à cela — et ce n'est pas sans analogie avec la saturation d'avant-guerre — une autre raison de poids. Les Anglo-saxons sont très alarmés par les préparatifs militaires des Soviets dans l'océan arctique. Tout un réseau de puissantes bases pour l'aviation et les projectiles téléguidés sont en cours d'installation. On sait que par dessus le pôle les centres vitaux des Etats-Unis sont à des distances accessibles aux engins modernes et particulièrement atomiques. D'ici peu (on parlait de 1960 et maintenant de 1958 et même 1957), la guerre « presse bouton », sera à la portée de l'U.R.S.S. et les moyens de protection contre une attaque brusquée de ce genre sont faibles, sinon nulles. Les Américains sont hantés par la perspective d'un gigantesque Pearl Harbour. Dans ce cas et même si le succès de cette attaque n'était pas complet — ce qui est probable — les Etats-Unis seraient hors d'état de défendre l'Europe et de façon générale tous les pays continentaux menacés de subversion intérieure. Le monde libre succomberait sans lutte à moins que quelques solides points d'appui ne tiennent. Dans l'esprit des stratèges du Pentagone les seules faibles chances résident en Allemagne et en Espagne. Ces points sont pour eux vitaux. Et quand une question vitale est en jeu les subtilités diplomatiques ne pèsent pas lourd.